

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

L'acheteur : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Conservatoire du littoral
Corderie Royale
CS 10137
17306 Rochefort Cedex

Affaire n°2026M58

**Création de la Maison du littoral Baie de Somme
Commune de Le Crotoy (80)**

La consultation comporte 11 lots

Lot 1	GROS ŒUVRE
Lot 2	STRUCTURE & BARDAGE BOIS
Lot 3	STRUCTURE METALLIQUE-METALLERIE
Lot 4	COUVERTURE & ESSENTAGE ARDOISE
Lot 5	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS
Lot 6	MENUISERIES INTERIEURES – PLATRERIE
Lot 7	PLOMBERIE-CHAUFFAGE-VENTILATION
Lot 8	ELECTRICITÉ
Lot 9	SOLS SOUPLES FAÏENCES
Lot 10	PEINTURE
Lot 11	V.R.D.

Procédure adaptée passée en application du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des candidatures et offres :

5 octobre 2026 à 12h00 (heure de Paris)

Visite obligatoire (cf. article 3.7)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur.....	3
Article 2 - Objet de la consultation.....	3
2-1-Objet du marché.....	3
2-2-Procédure de passation	4
2-3-Techniques particulières d'achat.....	4
Article 3 - Dispositions générales.....	4
3-1-Décomposition du marché.....	4
3-2- Délai d'exécution.....	5
3-3-Modalités de financement et de paiement.....	6
3-4-Forme juridique de l'attributaire.....	6
3-5-Délai de validité des propositions.....	6
3-6-Variantes.....	6
3-7-Visite des lieux et consultation de documents sur site.....	7
Article 4 - Dossier de consultation.....	7
4-1-Contenu du dossier de consultation.....	7
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique.....	7
4-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires.....	7
4-3-1- <i>Modification du dossier de consultation</i>	7
4-3-2- <i>Renseignements techniques complémentaires</i>	8
4-4-Echanges pendant et après la phase de passation du marché.....	8
Article 5 – Conditions de remise des plis	8
5-1-Présentation des candidatures	8
5-2-Contenu de l'offre	9
5-3-Langue de rédaction des propositions.....	10
5-4-Unité monétaire	10
5-5-Négociation.....	10
Article 6 - Jugement des propositions.....	10
6-1- Critères d'examen des candidatures	11
6-2- Critères de jugement des offres.....	11
Article 7 - Renseignements administratifs complémentaires et voies de recours.....	11

Article 1 - Acheteur

L'acheteur : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CDL)
Conservatoire du littoral
Corderie Royale
CS 10137
17306 Rochefort Cedex
Téléphone : 05 46 84 72 50
Site internet : <http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

Maître d'oeuvre (MOE) référence interne CDL ACMS 2025MSU2-2024M19

Mandataire du Groupement	Co-traitant 2 <i>Paysagiste</i>	Co-traitant 3 <i>Economiste de la Construction</i>
ML Architecture & Urbanisme 3 rue Sainte Catherine 80100 ABBEVILLE contact@ml-architectes.fr SIRET : 904 551 090 00023	LES MARNEURS SARL 17, rue Fabre d'Eglantine 75012 PARIS contact@lesmarneurs.fr SIRET 848 457 230 00029	SARL C3EC (CABINET EUDOIS D'ETUDES ECONOMIQUES DE LA CONSTRUCTION) 33, Rue Charles Morin 76260 EU accueil@c3ec.fr SIRET 413 171 042 000 34
Co-traitant 4 <i>BET VRD/Assainissement/Etudes Environnementales</i>	Co-traitant 5 <i>BET Fluides</i>	Co-traitant 6 <i>BET Structures</i>
V2R INGENIERIE & ENVIRONNEMENT 48 Bis Route de Desvres - BP 950 62280 SAINT MARTIN BOULOGNE developpement@v2r.fr SIRET 384 240 073 000 47	CONCEPT NF 640 rue Augustin Fresnel 76230 ISNEAUVILLE contact@conceptnf.fr SIRET 800 473 985 00029	Bureau d'études E.S.G.C.B. 9 rue Georges Braque 76000 ROUEN bet@esgcb.fr SIRET 500 648 647 00039

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Création de la Maison du littoral Baie de Somme Commune de Le Crotoy (80)

Les prestations relèvent de la **catégorie 2** au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31/12/1993).

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

45223220-4 – Travaux de gros œuvre
45422100-2 – Travaux de menuiserie en bois.
45223100-7 – Montage de structures métalliques.
45261212-3 – Travaux de couverture en ardoises
45421000-4 – Travaux de menuiserie
45331000-6 – Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
45311200-2 – Travaux d'installations électriques.
45432111-5 – Travaux de pose de revêtements de sol souples
45442100-8 – Travaux de peinture
45112500-0 – Travaux de terrassement

Pour promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le Conservatoire du littoral souhaite solliciter les opérateurs économiques qui répondent à ses marchés publics en mobilisant la possibilité ouverte par l'article L2112-2 du code de la commande publique.

L'opérateur économique attributaire des lots **1,2,3,6,7,8 et 11**, est tenu, pour l'exécution du marché, de réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières **telles que définies à l'article 11 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition serait irrégulière pour non-conformité au cahier des charges. Le Conservatoire se réserve la possibilité de régulariser ce manquement.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, **le Conservatoire du littoral invite chaque soumissionnaire à contacter** un facilitateur de la clause sociale au sein de :

PLIE Picardie Maritime

82 rue Saint Gilles

80100 Abbeville

Contact : Damien DEHAME, Virginie RISSE Facilitateurs

Tél fixe : 03.22.20.14.14

Portables : 06.16.42.57.81 / 06.76.95.23.00

Mail : clausepicardiemaritime@mlpm.org

2-2-Procédure de passation

Procédure adaptée passée en application du code de la commande publique et des articles L2123.1, R2123.1 et suivants

2-3-Techniques particulières d'achat

Sans objet, marché ordinaire

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du marché

3-1-1-Lots

Cette consultation comporte 11 lots

Lots	Intitulé des lots
1	GROS-ŒUVRE
2	STRUCTURE & BARDAGE BOIS
3	STRUCTURE METALLIQUE - METALLERIE
4	COUVERTURE & ESSENTAGE ARDOISE
5	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS
6	MENUISERIES INTERIEURES - PLATRERIE
7	PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION
8	ELECTRICITE
10	PEINTURE
11	V.R.D.

3-1-2-Tranches optionnelles

Le marché comporte les tranches optionnelles suivantes pour les lots figurant ci-dessous :

Lots	Intitulé des lots	TRANCHE OPTIONNELLE
1	GROS-ŒUVRE	Ravalement extérieur des façades
2	STRUCTURE & BARDAGE BOIS	Plafonds et murs en contreplaqué de la grande halle et du préau N°2
3	STRUCTURE METALLIQUE - METALLERIE	Poutre HEA support du mur mobile / quincaillerie divers
5	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS	Châssis de la grande halle / habillage des linteaux bétons extérieurs / volets extérieurs
10	PEINTURE	Résine de sol de la grande halle et du local technique / peinture local technique / vernis charpente bois de la grande halle

3-2- Délai d'exécution

Chaque lot prend effet à sa notification et se termine à la fin de la garantie de parfait achèvement.
Le délai d'exécution des prestations court à compter de la date inscrite dans l'ordre de service de démarrage **de chaque lot**

TRANCHE FERME

N° de lot	Délai d'exécution (hors période de préparation)	Délai de la période de préparation
1	14 mois	2 semaines
2	14 mois	2 semaines
3	14 mois	2 semaines
4	14 mois	2 semaines
5	14 mois	2 semaines
6	14 mois	2 semaines
7	14 mois	2 semaines
8	14 mois	2 semaines
9	14 mois	2 semaines
10	14 mois	2 semaines
11	14 mois	2 semaines

TRANCHE OPTIONNELLE

N° de lot		<u>Délai d'affermissement</u> à compter du démarrage de la tranche ferme (date inscrite dans l'OS)	<u>Délai d'exécution</u> (période de préparation incluse) à compter de la date inscrite dans l'ordre de service suivant la décision d'affermissement
1	GROS-ŒUVRE	12 mois	5 mois
2	STRUCTURE & BARDAGE BOIS	12 mois	5 mois
3	STRUCTURE METALLIQUE - METALLERIE	12 mois	5 mois
5	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS	12 mois	5 mois
10	PEINTURE	12 mois	5 mois

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire à 30 jours.

Le marché sera en partie financé sur fonds propres et par subventions (fond vert...).

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142.24 du code de la commande publique.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement devra préciser le compte unique sur lequel les versements seront effectués.

Conformément à l'article R2142.4 du code précité, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat.

L'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en application de l'article R2142.21 du code précité.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la réception de l'offre initiale ou en cas de négociation à compter de la date de réception de l'offres négociée.

3-6-Variantes

3-6-1-Variantes libres (à l'initiative du candidat)

Les variantes libres par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

3-6-2- Variantes imposées par l'acheteur (Prestations supplémentaires)

L'acheteur impose la variante suivante pour **le lot 8 – Electricité : Vidéo protection avec enregistreur de la zone chantier ainsi que de la base vie.** (cf. \$ 5.1 du CCTP Lot 8 Electricité - Page 41)

La réponse à la variante précitée est obligatoire. Le Conservatoire se réserve la possibilité de retenir ou non cette variante au terme de l'analyse des offres.

3-7-Visite des lieux et consultation de documents sur site

La visite des lieux est **obligatoire** avant la remise d'une offre.

Afin de répondre au mieux à la prestation, les candidats prendront contact avec le représentant de l'acheteur afin de fixer un rendez-vous pour effectuer la visite obligatoire de site préalable à toute remise d'offre. La prise de rendez-vous s'effectuera auprès de :

Mme Mélanie CALCOEN
Conservatoire du littoral – Délégation MANCHE MER DU NORD
Tél : 03 21 83 06 36/ Mobile : 06 86 26 24 87
Mail : m.calcoen@conservatoire-du-littoral.fr

Les dates du **22 et 29 septembre 2026 à 14H00** sont proposées, mais en cas d'impossibilité d'autres dates pourront être fixées ultérieurement.

A l'issue de la visite, les candidats feront signer l'attestation de visite jointe au dossier de consultation par le représentant de l'acheteur se trouvant sur place, qu'ils contresigneront ensuite. Cette attestation devra impérativement être fournie à l'appui de l'offre.
En l'absence de l'attestation de visite, l'offre sera rejetée.

L'entrepreneur devra avoir parfaitement apprécié toutes les contraintes environnementales liées au chantier ainsi que toutes les servitudes propres aux accès de chantier, aux servitudes d'implantation, d'approvisionnement et d'évacuation des matériaux. Aucune modification de son forfait ne pourra lui être accordée pour une mauvaise appréciation de sa part.

Dans le cas où, à travers les documents établis par les concepteurs, certaines stipulations particulières sembleraient avoir été omises ou paraîtraient inadaptées, l'entrepreneur devra le signaler au cours de la consultation et effectuer une mise au point chiffrée sur un document annexe, remis avec sa proposition.

L'ensemble des documents relatifs aux déclarations de travaux sera remis au titulaire par le représentant de la maîtrise d'ouvrage, avant le commencement des travaux si besoin.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation (RC),
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- l'annexe insertion sociale pour les **lots 1,2,3,6,7,8 et 11**
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) par lot et ses annexes y compris les pièces graphiques,
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) **par lot**,
- Le PGCSPS,
- Le RICT,
- Les déclarations de travaux,
- l'attestation de visite de site

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R2132.2 du code de la commande publique, l'acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires

4-3-1-Modification du dossier de consultation

Des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation pourront être envoyés aux candidats en ayant fait la demande, **au plus tard quatre jours** avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier DCE modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement prévue ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur.

Les candidats identifiés seront informés du report de la date limite de remise des plis.

4-3-2-Renseignements techniques complémentaires

Toute demande de renseignement d'ordre technique se fera sur le profil acheteur PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) et devra parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront données à l'ensemble des candidats authentifiés par le même moyen, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

4-4-Echanges pendant et après la phase de passation du marché

Tous les échanges pendant la passation et l'exécution du marché se feront par voie dématérialisée sur le profil acheteur PLACE sauf impossibilité technique.

Article 5 – Conditions de remise des plis

➤ Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions des articles R2132.7 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur exige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique conformément à l'article R2132.11 du code de la commande publique. **Cette copie est remise soit sur support papier soit sur support physique électronique (clé USB, CD.),** à l'adresse suivante :

Conservatoire de la délégation Manche Mer du Nord

19 quai Giard

BP79

62930 WIMEREUX

Il appartient au candidat de renseigner sur la plateforme PLACE une adresse de courriel valide et fonctionnelle durant toute la procédure de consultation. Le Conservatoire ne pourra être tenu pour responsable en cas d'erreur d'adresse de courriel ou de non-réception des courriels de la plateforme PLACE (blocage, spam etc.).

Recommandations

Il est recommandé aux candidats d'éviter de transmettre leur offre ou de contacter le support technique en « dernière minute ». Les réponses électroniques transmises après la date et l'heure fixées par le présent règlement ne seront pas retenues. En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé.

Aucune autre forme d'envoi ne sera acceptée.

5-1-Présentation des candidatures

le candidat peut répondre par tout autre moyen y compris via le formulaire DUME

Le dossier de réponse doit comprendre les documents de candidature et ceux relatifs à l'offre technique et commerciale.

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature (**DC1** disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration du candidat (**DC2** disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration du candidat sous-traitant (**DC4** disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
- Liste des travaux exécutés au cours des 5 dernières années ;
- Une attestation d'assurance pour les risques professionnels en cours de validité

Pour justifier des capacités professionnelles et techniques, le candidat peut s'appuyer sur d'autres opérateurs économiques (cotraitants, sous-traitants) (R2143.12 code de la commande publique). Le cas échéant, le candidat produit, pour ce (ces) opérateur(s) économique(s), les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur à l'appui de sa candidature.

5-2-Contenu de l'offre

❖ Pour chacun des lots

- **La DPGF dûment complétée par lot,**
- **Une note méthodologique par lot** répondant aux sous-critères suivants :
 - **Méthodologie d'intervention :** Le candidat devra démontrer **sa compréhension du projet** (enjeux et objectifs de la réhabilitation pour la Maison du Littoral), **son adaptation aux contraintes** (fragilité des sols et sensibilité du milieu environnant), **son respect des méthodes constructives et des matériaux d'origine** pour garantir la cohérence patrimoniale et technique.
 - **Moyens humains et matériels affectés spécifiquement pour le chantier :** Le candidat devra identifier les personnes référentes (compétences, rôles et expérience) et spécifiquement affectées au chantier et présenter de façon détaillée le matériel déployé, adapté aux contraintes du projet
 - **Qualité technique et environnementale des matériaux proposés :** Le candidat devra fournir les fiches techniques des matériaux respectueux de l'environnement proposés incluant les critères de durabilité/cycle de vie, leur provenance (localisation, traçabilité), leur adaptation aux contraintes du site, les fournisseurs pressentis.
- **L'annexe insertion sociale dûment complétée pour les lots 1,2,3,6,7,8 et 11**

Le candidat doit indiquer (décret 2020-1817 du 29 décembre 2020 : **informations obligatoires en respect de l'article D541-45-1 du code de l'environnement**) :

- une estimation de la quantité totale de déchets produits par l'entreprise pendant le chantier ;
 - les modalités de gestion et d'enlèvement des déchets générés durant le chantier, c'est-à-dire l'effort de tri sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue [et le cas échéant, le broyage des déchets sur le chantier ou autres dispositions techniques, uniquement dans le cadre de travaux de jardinage] ;
 - le ou les points de collecte où l'entreprise prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation ;
 - une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.
- RIB faisant apparaître IBAN et BIC

– L'attestation de visite

- En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre en plus du DC4 :
 - Les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant (DC2),
 - RIB faisant apparaître IBAN et BIC (pour les prestations dont le montant est supérieur à 600€ TTC, conformément à l'article R2193.10 du code précité).

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article R2143.3 du code précité

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCAP, CCTP et le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'acheteur.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par l'acheteur les certificats et attestations prévus à l'article R2144.7 du code précité.

Nota: l'ensemble des certificats sociaux et fiscaux ne sont à produire qu'au niveau de l'attribution du marché. Par simplification, ils pourront être joints à la remise des offres.

A l'issue de la procédure d'attribution, un acte d'engagement sera transmis au candidat retenu pour signature.

Conformément à l'article R.2181-7 du code de la commande publique, si, après le choix de l'attributaire et avant la notification prévue par l'article R. 2181-1, celui-ci se trouve, par suite d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure, dans l'impossibilité d'exécuter le marché, l'acheteur peut solliciter le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite auprès des autres soumissionnaires dans l'ordre du classement des offres.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

L'acheteur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Négociation

Conformément à l'article R2123.5 du code de la commande publique, une phase de négociation **par lot** est prévue. Les modalités seront les suivantes :

Une phase de négociation sera menée avec le(s) soumissionnaire(s) ayant présenté les 3 offres les mieux classées au vu des critères de jugement des offres.

Les offres non admises aux négociations sont éliminées. Il est bien précisé qu'un rapport d'analyse des offres avant négociation a été réalisé avec un classement de toutes les offres en appliquant les critères de jugement des offres.

Les offres inappropriées seront éliminées et non négociables, conformément à l'article R2152.1 du code de la commande publique.

Les négociations se feront par échange électronique (mail) et si besoin par une rencontre avec chacun des candidats admis aux négociations.

Les discussions pourront porter sur les aspects techniques, financiers ou méthodologiques.

A l'issue des négociations, les offres finales seront analysées sur la base des critères initiaux de sélection. Le résultat des négociations sera formalisé à l'acte d'engagement (ATTR11) signé avec le candidat retenu avant la notification du marché.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions suivantes.

6-1- Critères d'examen des candidatures

L'acheteur contrôlera les garanties professionnelles et techniques (expériences, compétences, moyens) des candidats au vu des pièces de candidatures remises.

6-2- Critères de jugement des offres

✓ Pour l'ensemble des lots

1. **Prix des prestations** (pondération 40%) sur la base du montant TTC de la DPGF au vu des quantités. En cas de modification des quantités par le candidat ces dernières prévalent.

2. **Valeur technique** (pondération 60%) appréciée sur la base de la note méthodologique et selon les sous critères suivants :

- **Sous-critère 1** : Méthodologie d'intervention (50 %)
- **Sous-critère 2** : Moyens humains et matériels affectés spécifiquement pour le chantier d'exécution (30%)
- **Sous-critère 3** : Qualité technique et environnementale des matériaux proposés (20%)

Article 7 - Renseignements administratifs complémentaires et voies de recours

Pour obtenir tous renseignements administratifs complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à : la plate-forme PLACE

Voies de recours

Tribunal Administratif de Lille

Site Web : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire

CS 62039

59014 LILLE CEDEX

greffe.ta-lille@juradm.fr